

La Hongrie doit-elle sortir de l'Union européenne?

Frédéric Mauro

Chercheur associé à l'IRIS et avocat au barreau de Bruxelles

Jusqu'à quand l'Union européenne doit-elle accepter qu'un gouvernement de l'un de ses États membres lui crache ainsi à la figure?

Le moment est venu de se poser la question de savoir si la Hongrie doit sortir de l'Union européenne, de gré ou de force.

En effet, après plus de deux mois d'une guerre épouvantable déclenchée par la Russie contre l'Ukraine, Victor Orban a fait savoir qu'il apposerait son veto à toute proposition de la Commission européenne visant à étendre les sanctions contre la Russie au domaine de l'énergie et a affirmé, avec un cynisme insoutenable, que la proposition de la Commission porterait atteinte à l'unité de l'Union!

En se prononçant, avec le même cynisme en faveur d'un fantasmagorique «camp de la paix», le gouvernement de Victor Orban va, en réalité, permettre au régime de Vladimir Poutine de bénéficier de la rente pétrolière et continuer ainsi à perpétrer son lot de crimes contre l'humanité, de pillages et de destructions.

Nul doute que les 26 autres États membres trouveront, avec le concours de la Commission, les moyens de contourner ce veto. Mais ce combat d'arrière-garde en dit long sur la nature du gouvernement hongrois qui n'a que faire de l'unité européenne et entend faire monter les

enchères des concessions en monnayant sa relation avec un régime exécrationnel.

Le fait est que Orban n'est qu'un mini-Poutine. En douze ans d'exercice du pouvoir, il a façonné la Hongrie à l'image de la Russie: une kleptocrature, mélange toxique de kleptocratie et de dictature.

Et pour ce faire il a suivi le même mode opératoire que celui tracé par l'enfant illégitime du KGB et de la mafia de Saint-Petersbourg: détournement des fonds publics au profit d'une clique de corrompus, désignation ad nauseam des mêmes boucs émissaires et mainmise totale sur les médias.

C'est là où le parallèle avec le régime poutinien est le plus dérangeant: la majeure partie des citoyens hongrois vit dans une bulle informationnelle dans laquelle tous les maux viendraient de Georges Soros, de la «bureaucratie bruxelloise» et désormais de Volodymyr Zelensky. Quelle sinistre farce!

Contagion dictatoriale

Jusqu'à quand l'Union européenne doit-elle accepter qu'un gouvernement de l'un de ses États membres lui crache ainsi à la figure? Car si les tanks européens, contrairement aux tanks russes, ne sont jamais entrés dans Budapest pour réprimer dans le sang la volonté du peuple hongrois, il est désormais indispensable

que les Européens se prémunissent de la contagion dictatoriale qui ronge nos sociétés comme un cancer.

En 1790, lors des travaux de l'Assemblée constituante française, le député du Nord, Merlin de Douai, déclarait au sujet de la question de savoir si les droits des seigneurs alsaciens pouvaient être supprimés: «il n'y a entre nous et nos frères d'Alsace d'autre titre légitime que le pacte social formé l'an dernier.» Ils ne sont Français, disait-il, ni par le sang, ni par la langue, ni par la volonté des princes, ni par un quelconque parchemin diplomatique, mais tout simplement parce qu'ils le veulent. Et tout comme en 1789, «l'Union n'a besoin que du consentement des deux peuples qui s'unissent».

Si le peuple hongrois ne veut plus de l'Union, qu'il l'affirme et qu'il suive le chemin tracé par le peuple britannique. L'Union européenne s'en remettra. Sinon, qu'il consente à la volonté générale, car dans un traité, «on ne peut avoir l'utile sans exécuter l'onéreux».

Je ne sais pas si un jour le peuple ukrainien fera partie de l'Union européenne, ce qu'il semble souhaiter ardemment, mais la question qui se pose aujourd'hui est celle-là: reconnaissons-nous encore le peuple hongrois et son gouvernement comme un membre de la famille européenne?

En douze ans d'exercice du pouvoir, Orban a façonné la Hongrie à l'image de la Russie: une kleptocrature, mélange toxique de kleptocratie et de dictature.